



# Exposé sur les placements à revenu fixe

---

Septembre 2011

# Mise en garde à l'égard des énoncés prospectifs



De temps à autre, la Banque fait des énoncés prospectifs, écrits et verbaux, y compris dans le présent document, d'autres documents déposés auprès des organismes de réglementation canadiens ou de la Securities and Exchange Commission des États-Unis et d'autres communications. En outre, des représentants de la Banque peuvent verbalement formuler des énoncés prospectifs aux analystes, aux investisseurs, aux représentants des médias et à d'autres personnes. Tous ces énoncés sont faits conformément aux dispositions d'exonération, et constituent des énoncés prospectifs selon les lois canadiennes et américaines sur les valeurs mobilières applicables, y compris la loi *U.S. Private Securities Litigation Reform Act of 1995*. Les énoncés prospectifs comprennent, entre autres, des énoncés concernant les objectifs et les priorités de la Banque pour 2011 et par la suite, et ses stratégies pour les atteindre, ainsi que le rendement financier prévu de la Banque. Les énoncés prospectifs se reconnaissent habituellement à l'emploi de termes et expressions comme « croire », « prévoir », « anticiper », « avoir l'intention de », « estimer », « planifier » et « pouvoir », et de verbes au futur ou au conditionnel.

De par leur nature, ces énoncés obligent la Banque à formuler des hypothèses et sont assujettis à des risques et incertitudes, généraux ou spécifiques. Particulièrement du fait de l'incertitude qui plane sur les environnements financier, économique et réglementaire, de tels risques et incertitudes – dont bon nombre sont indépendants de la volonté de la Banque et dont les répercussions peuvent être difficiles à prévoir – peuvent faire en sorte que les résultats réels diffèrent considérablement de ceux avancés dans les énoncés prospectifs. Certains des facteurs incluent les risques, notamment de crédit, de marché (y compris les marchés des actions, des marchandises, des changes et des instruments à taux d'intérêt), d'illiquidité, d'exploitation, de réputation, d'assurance, de stratégie et de réglementation, ainsi que les risques juridiques et les autres risques présentés dans le rapport de gestion du rapport annuel de 2010 de la Banque. Parmi les autres facteurs de risque, mentionnons l'incidence des récentes modifications législatives aux États-Unis, comme il est mentionné à la rubrique « Événements importants en 2010 » de la section « Notre rendement » du rapport de gestion de 2010; les modifications aux lignes directrices sur les fonds propres et les liquidités, et les instructions relatives à la présentation ainsi que leur nouvelle interprétation; l'augmentation des coûts de financement de crédit causée par l'illiquidité des marchés et la concurrence pour l'accès au financement; le défaut de tiers de se conformer à leurs obligations envers la Banque ou ses sociétés affiliées relativement au traitement et au contrôle de l'information. Cette énumération n'est pas une liste exhaustive de tous les facteurs de risque possibles, et d'autres facteurs pourraient également avoir une incidence négative sur les résultats de la Banque. Pour obtenir de plus amples renseignements, se reporter à la section intitulée « Facteurs de risque et gestion des risques » du rapport de gestion de 2010 de la Banque. Le lecteur doit examiner ces facteurs attentivement, ainsi que d'autres incertitudes et événements possibles, de même que l'incertitude inhérente aux énoncés prospectifs, avant de prendre des décisions à l'égard de la Banque, et il ne devrait pas se fier indûment aux énoncés prospectifs de la Banque.

Les hypothèses économiques importantes étayant les énoncés prospectifs contenus dans cette présentation sont énoncées dans le rapport annuel de 2010 de la Banque, à la rubrique « Sommaire et perspectives économiques », telle qu'elle est mise à jour dans le communiqué aux actionnaires pour le troisième trimestre de 2011, ainsi qu'aux rubriques « Perspectives et orientation pour 2011 » pour chacun des secteurs d'exploitation, telles qu'elles sont mises à jour dans le communiqué aux actionnaires pour le troisième trimestre de 2011 sous les rubriques « Perspectives », et pour le secteur Siège social dans le communiqué sous la rubrique « Perspectives ».

Tout énoncé prospectif contenu dans le présent document représente l'opinion de la direction uniquement à la date des présentes et est communiqué afin d'aider les investisseurs et les analystes de la Banque à comprendre la situation financière, les objectifs et les priorités, ainsi que le rendement financier prévu de la Banque aux dates indiquées et pour les trimestres terminés à ces dates, et peut ne pas convenir à d'autres fins. La Banque n'effectuera pas de mise à jour des énoncés prospectifs, écrits ou verbaux, qui peuvent être faits de temps à autre par elle ou en son nom, à l'exception de ce qui est exigé en vertu des lois sur les valeurs mobilières applicables.

- 1. Groupe Banque TD en un coup d'oeil**
2. L'économie canadienne
3. Aperçu général du Groupe Banque TD
4. Trésorerie et gestion du bilan
5. Annexe



## Au Canada

- Plus de 1 100 succursales d'un océan à l'autre

## Aux É.-U.

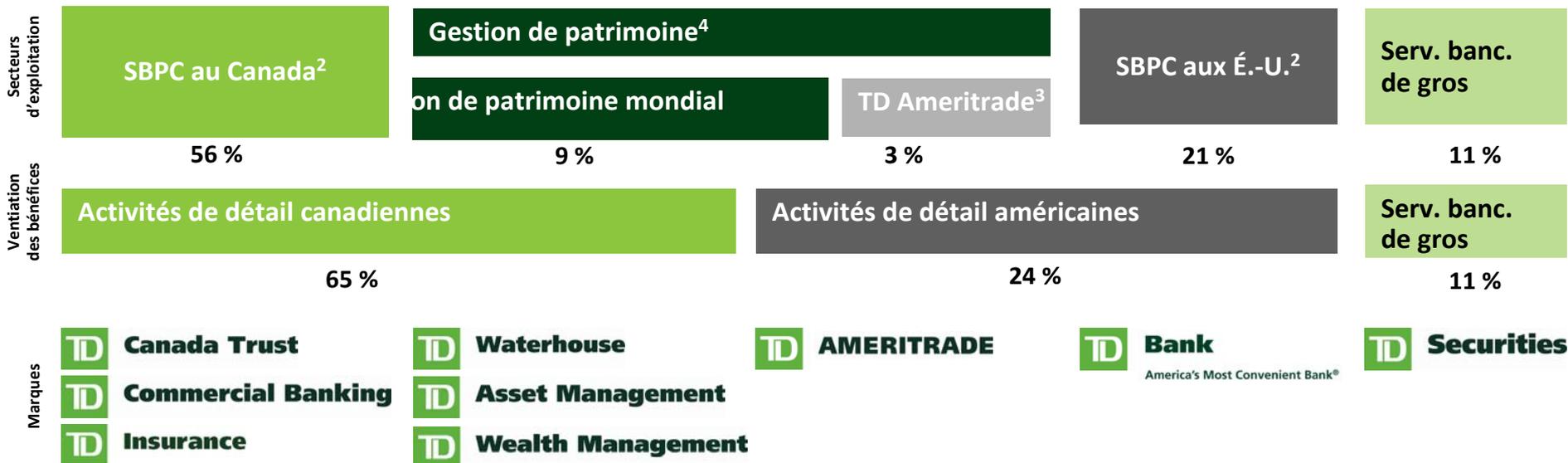
- Plus de 1 200 succursales dans 15 États et le district fédéral de Columbia sur la côte est

# Principaux secteurs d'activité en un coup d'œil



## Bénéfice rajusté<sup>1</sup>

Depuis le début de l'exercice, au troisième trimestre de 2011 : ~4,6 G\$ CA



**Plus de 80 % des bénéfices proviennent des activités de détail<sup>5</sup>.**

1. D'après le bénéfice rajusté du troisième trimestre de 2011. Aux fins du calcul de l'apport de chaque secteur d'exploitation, le bénéfice rajusté ne tient pas compte des résultats du secteur Siège social. Les résultats financiers de la Banque préparés conformément aux PCGR correspondent aux résultats « comme présentés ». La Banque utilise également des mesures financières non conformes aux PCGR, les résultats « rajustés » (obtenus en retranchant les éléments à noter, déduction faite des impôts) pour évaluer chacun de ses secteurs d'activité et pour mesurer son rendement global. Le bénéfice net rajusté, le bénéfice par action (BPA) rajusté et les termes analogues utilisés dans cet exposé ne sont pas définis selon les PCGR et, par conséquent, ils pourraient avoir une signification différente d'une terminologie similaire utilisée par d'autres émetteurs. Pour obtenir plus d'explications, voir la p. 5 du communiqué aux actionnaires pour le troisième trimestre de 2011 ([td.com/francais/rapports](http://td.com/francais/rapports)). Vous y trouverez aussi une liste des éléments à noter et un rapprochement des mesures non conformes aux PCGR utilisées par la Banque par rapport aux résultats déclarés. Le bénéfice net comme présenté pour les troisième trimestre de 2010, deuxième trimestre de 2011 et troisième trimestre de 2011 s'est établi à 1 177 M\$, 1 332 M\$ et 1 450 M\$, respectivement, et les variations d'un trimestre à l'autre et d'un exercice à l'autre comme présentées ont été de 9 % et de 23 %, respectivement.

2. « SBPC » désigne les Services bancaires personnels et commerciaux.

3. La TD détenait une participation déclarée de 43,8 % dans TD Ameritrade au 31 juillet 2011.

4. Le secteur Gestion de patrimoine englobe Gestion de patrimoine mondial et TD Ameritrade.

5. Les activités de détail comprennent les segments Services bancaires personnels et commerciaux au Canada, Gestion de patrimoine et Services bancaires personnels et commerciaux aux États-Unis.

1. Groupe Banque TD en un coup d'œil
2. **L'économie canadienne**
3. Aperçu général du Groupe Banque TD
4. Trésorerie et gestion du bilan
5. Annexe

# Pourquoi l'économie est en meilleure posture au Canada



- L'une des dix économies les plus compétitives du monde<sup>1</sup>
- Le système bancaire le plus solide du monde<sup>1</sup>
- L'économie canadienne s'est démarquée par rapport au G7 depuis dix ans.
- Un solide marché du bâtiment au Canada
  - Valeurs domiciliaires résilientes
  - Réglementation plus prudente
- Un taux de chômage qui reste en deçà des sommets des récessions précédentes
- Meilleure situation financière des pays industrialisés du G7
  - Déficits provisionnels les plus bas
  - Niveau d'endettement global le plus bas

- Solides banques de services au détail et aux entreprises
  - Pratiques prudentes en matière d'octroi de prêts
  - Les grands fournisseurs de services de gros appartenant tous à des banques canadiennes, leurs sorties de bilan peuvent être absorbées à même les bénéfices stables tirés des activités de détail.
  
- Interventions du gouvernement et de la banque centrale
  - Politiques et programmes proactifs pour faire en sorte que le système conserve une liquidité adéquate
  - Actualisation des règles régissant les prêts hypothécaires dans une démarche de modération du marché et de protection du consommateur
  
- Réglementation judiciaire
  - Régime fondé sur des principes plutôt que des règles
  - Un seul organe de réglementation pour l'ensemble des grandes banques
  - Des règles prudentes en matière de fonds propres, et des exigences plus strictes que les normes mondiales
  - Des exigences de fonds propres reposant sur les actifs pondérés en fonction des risques

**Le système bancaire le plus solide du monde<sup>1</sup>**

# Le marché des prêts hypothécaires au Canada est différent de celui des É.-U.



	Canada	É.-U.
<b>Produit</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>■ Gamme de produits traditionnelle : taux fixe ou variable</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>■ Les prêts hypothécaires actuels comprennent aussi des produits exotiques (intérêts seulement, prêts à taux variable à options).</li> </ul>
	<ul style="list-style-type: none"> <li>■ Selon la réglementation actualisée relative aux prêts hypothécaires assurés en défaut, entrée en vigueur en avril 2010, le taux admissible est maintenant un taux fixe de cinq ans pour des prêts à taux variables ou un terme de moins de cinq ans.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>■ Les ménages empruntaient souvent à des taux d'appel réduits → d'où le choc des versements élevés lorsque la période de taux réduit prenait fin (les normes de souscription ont été resserrées depuis).</li> </ul>
	<ul style="list-style-type: none"> <li>■ 2 % des prêts hypothécaires actuels sont considérés comme « à risque ».</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>■ 10 % des prêts hypothécaires actuels sont considérés comme « à risque ».</li> </ul>
<b>Souscription</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>■ Les termes sont le plus souvent de cinq ans ou moins, renouvelables à l'échéance.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>■ Les termes sont le plus souvent de 30 ans.</li> </ul>
	<ul style="list-style-type: none"> <li>■ La politique a été resserrée davantage au moyen de nouvelles règles relatives aux prêts hypothécaires assurés, qui ramènent l'amortissement maximal de 35 à 30 ans et le ratio prêt-valeur maximal à 85 % sur les refinancements depuis le 18 mars 2011.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>■ L'amortissement se fait généralement sur 30 ans, mais peut aller jusqu'à 50 ans.</li> </ul>
	<ul style="list-style-type: none"> <li>■ L'assurance hypothécaire est obligatoire pour un ratio prêt-valeur de plus de 80 % et couvre le montant complet du prêt.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>■ L'assurance hypothécaire ne couvre souvent que la partie du prêt dont le ratio prêt-valeur est supérieur à 80 %.</li> </ul>
<b>Réglementation et imposition</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>■ Les intérêts sur les prêts hypothécaires ne sont pas déductibles d'impôts.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>■ Les intérêts sur les prêts hypothécaires sont déductibles d'impôts, ce qui crée un incitatif à l'emprunt.</li> </ul>
	<ul style="list-style-type: none"> <li>■ Les prêteurs ont des recours contre l'emprunteur et peuvent saisir la propriété dans la plupart des provinces.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>■ Les prêteurs n'ont qu'un recours limité dans la plupart des territoires.</li> </ul>
<b>Canaux de distribution</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>■ Le circuit des courtiers externes génère jusqu'à 30 % des prêts.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>■ Le circuit des courtiers externes a généré jusqu'à 70 % des prêts à son plus fort; il génère aujourd'hui moins de 30 %.</li> </ul>

- Les perspectives de croissance mondiale se sont détériorées au cours des derniers mois.
- La croissance de l'économie canadienne devrait avancer tant bien que mal pendant la seconde moitié de l'année.
- Les risques internationaux et le ralentissement de la croissance devraient maintenir les taux d'intérêt bas pendant encore un certain temps.
- Le Canada est relativement bien placé pour affronter la faiblesse à brève échéance.
- On s'attend à une croissance modeste du PIB global à moyen terme.

**Croissance modeste à prévoir**

1. Groupe Banque TD en un coup d'œil
2. L'économie canadienne
3. **Aperçu général du Groupe Banque TD**
4. Trésorerie et gestion du bilan
5. Annexe

# Les piliers stratégiques

## Une stratégie simple, un objectif qui ne change pas



### Bâtir la meilleure banque

#### Une banque résolument nord-américaine

- L'une des dix grandes banques d'Amérique du Nord<sup>1</sup>
- L'une des rares banques au monde cotées Aaa par Moody's
- Mise à profit de la plateforme et de la marque pour la croissance
- Employeur de prédilection

#### Accent sur la rentabilité des activités de détail

- Chef de file du service clientèle et de la commodité
- Plus de 80 % du bénéfice rajusté issu des activités de détail<sup>2,3</sup>
- Solide moteur de croissance interne
- Meilleur rendement compte tenu du risque assumé<sup>4</sup>

#### La marque

- Flux de bénéfices croissant et reproductible
- Accent sur les produits axés sur le client
- Exploitation d'un courtier d'avenir
- Réinvestissement continu dans nos avantages concurrentiels

#### Gestion disciplinée du risque

- Nous n'assumons que les risques que nous comprenons
- Nous éliminons systématiquement le risque extrême
- Gestion rigoureuse des fonds propres et des liquidités
- Culture et politiques conformes à la philosophie de gestion du risque

1. Voir la diapositive 13.

2. D'après le bénéfice rajusté du troisième trimestre de 2011. Aux fins du calcul de l'apport de chaque secteur d'exploitation, le bénéfice rajusté ne tient pas compte des résultats du secteur Siège social. Les résultats financiers de la Banque préparés conformément aux PCGR correspondent aux résultats « comme présentés ». La Banque utilise également des mesures financières non conformes aux PCGR, les résultats « rajustés » (obtenus en retranchant les éléments à noter, déduction faite des impôts) pour évaluer chacun de ses secteurs d'activité et pour mesurer son rendement global. Le bénéfice net rajusté, le bénéfice par action (BPA) rajusté et les termes analogues utilisés dans cet exposé ne sont pas définis selon les PCGR et, par conséquent, ils pourraient avoir une signification différente d'une terminologie similaire utilisée par d'autres émetteurs. Pour obtenir plus d'explications, voir la p. 5 du communiqué aux actionnaires pour le troisième trimestre de 2011 ([td.com/francais/rapports](http://td.com/francais/rapports)). Vous y trouverez aussi une liste des éléments à noter et un rapprochement des mesures non conformes aux PCGR utilisées par la Banque par rapport aux résultats déclarés.

3. Les activités de détail comprennent les segments Services bancaires personnels et commerciaux au Canada, Gestion de patrimoine et Services bancaires personnels et commerciaux aux États-Unis.

4. D'après le rendement des actifs pondérés en fonction des risques du troisième trimestre de 2011, calculé comme le bénéfice net rajusté disponible pour les actionnaires ordinaires, divisé par les actifs moyens pondérés en fonction des risques. Pour obtenir de plus amples détails, voir la diapositive 14. Voir la note 2 ci-dessus pour la définition de bénéfice rajusté.

# Groupe Banque TD

## L'une des dix grandes banques d'Amérique du Nord



Troisième trimestre de 2011 <sup>1</sup> (en milliards de dollars américains) <sup>2</sup>		Par rapport aux :	
		Pairs au Canada <sup>8</sup>	Pairs en Amérique du Nord <sup>9</sup>
<b>Total de l'actif</b>	696 G\$	2 <sup>e</sup>	6 <sup>e</sup>
<b>Total des dépôts</b>	480 G\$	1 <sup>er</sup>	5 <sup>e</sup>
<b>Capitalisation boursière<sup>3</sup></b>	70,3 G\$	2 <sup>e</sup>	6 <sup>e</sup>
<b>Bénéfice net rajusté<sup>4</sup> (4 derniers trimestres)</b>	5,9 G\$	2 <sup>e</sup>	6 <sup>e</sup>
<i>Bénéfice net comme présenté<sup>4</sup> (4 derniers trimestres)</i>	5,3 G\$	S. O.	S. O.
<b>Bénéfice rajusté tiré des activités de détail<sup>5</sup> (4 derniers trimestres)</b>	5,5 G\$	1 <sup>er</sup>	3 <sup>e</sup>
<b>Ratio des fonds propres de première catégorie</b>	12,9 %	3 <sup>e</sup>	4 <sup>e</sup>
<b>Nombre moyen d'employés équivalents temps plein<sup>6</sup></b>	77,168	1 <sup>er</sup>	5 <sup>e</sup>
<b>Cote de Moody's<sup>7</sup></b>	Aaa	S. O.	S. O.

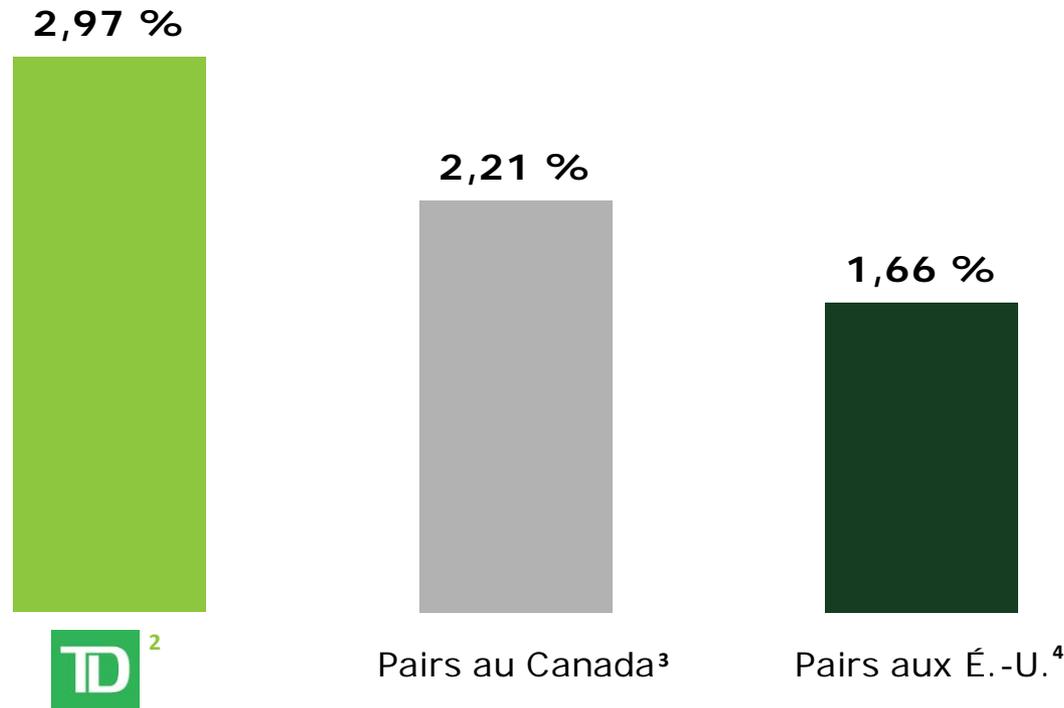
## La TD parmi les 10 grandes banques d'Amérique du Nord

1. Le troisième trimestre de 2011 correspond à la période allant du 1<sup>er</sup> mai au 31 juillet 2011.
2. Les données du bilan sont converties en dollars US au taux de change de 1,04657 \$ US/CA (au 31 juillet 2011). Les données de l'état des résultats sont converties en dollars US au taux de change trimestriel moyen de 1,03447 \$ US/CA pour le troisième trimestre de 2011, de 1,02657 USD/CAD pour le deuxième trimestre de 2011, de 0,99524 pour le premier trimestre de 2011 et de 0,9701 pour le quatrième trimestre de 2010.
3. Au 30 août 2011.
4. D'après le bénéfice rajusté défini à la diapo 12.
5. D'après le bénéfice rajusté et le bénéfice tiré des activités de détail définis à la diapo 12.
6. Effectif moyen en équivalents temps plein pour le troisième trimestre de 2011.
7. Pour la dette à long terme (dépôts) de La Banque Toronto-Dominion au 31 juillet 2011.
8. Pairs canadiens : quatre autres grandes banques (RBC, BMO, Scotia et CIBC), résultats rajustés sur une base comparable de façon à exclure les éléments non sous-jacents. D'après les résultats du troisième trimestre de 2011 terminé le 31 juillet 2011.
9. Les pairs nord-américains comprennent les pairs canadiens et américains. Pairs aux États-Unis : banques installées sur les principales places financières (Citigroup, Bank of America, JP Morgan Chase) et les trois plus grandes banques régionales (Wells Fargo, PNC et US Bancorp). Résultats rajustés sur une base comparable de façon à exclure des éléments non sous-jacents désignés. Pour les pairs américains, d'après leurs résultats du deuxième trimestre de 2011 terminé le 30 juin 2011.

# Accent sur le rendement en fonction des risques



## Rendement des actifs pondérés en fonction des risques<sup>1</sup> Depuis le début de l'exercice 2011



**Meilleur rendement en fonction du risque assumé**

1. Rajusté sur une base comparable de façon à exclure des éléments non sous-jacents désignés. Le rendement de l'actif pondéré en fonction des risques correspond au bénéfice net disponible pour les actionnaires ordinaires, divisé par la moyenne du rendement pondéré en fonction des risques.
2. Les données de la TD sont en fonction du bénéfice rajusté du troisième trimestre de 2011, défini à la diapo 12.
3. Pairs au Canada : résultats des quatre autres grandes banques (RBC, BMO, Scotia et CIBC). D'après les résultats du troisième trimestre de 2011 terminé le 31 juillet 2011.
4. Pairs aux États-Unis : banques installées sur les principales places financières (Citigroup, Bank of America, JP Morgan Chase) et les trois plus grandes banques régionales (Wells Fargo, PNC et US Bancorp). Rajusté sur une base comparable de façon à exclure des éléments non sous-jacents désignés. D'après les résultats du deuxième trimestre de 2011 terminé le 30 juin 2011.

(en M \$CA)	T3 2011	Sur 3 mo	Sur 12 mo	E2010	Sur 12 mo
<b>Revenus</b>	5 347 \$	4 %	13 %	19 565 \$	10 %
<b>Provision pour pertes sur créances</b>	374 \$	9 %	10 %	1 625 \$	-34 %
<b>Charges</b>	3 207 \$	<1 %	8 %	12 163 \$	<1 %
<b>Bénéfice net rajusté<sup>1</sup></b>	1 578 \$	9 %	21 %	5 228 \$	11 %
<i>Bénéfice net comme présenté</i>	1 450 \$	9 %	23 %	4 644 \$	49 %
<b>BPA rajusté (dilué)<sup>1</sup></b>	1,72 \$	8 %	20 %	5 77 \$	8 %
<i>BPA comme présenté (dilué)</i>	1,58 \$	8 %	22 %	5,10	47 %
<b>Fonds propres de première catégorie</b>	12,9 %	20 pdb	40 pdb	12,2 %	90 pdb

**Des résultats solides malgré la conjoncture difficile**

### Traverser la « vallée » de la récession

- Gérer avec soin les fonds propres, le financement, les liquidités et le risque



### Garder notre modèle d'affaires intact

- Préserver notre culture fondée sur le rendement, la commodité et le service



### Sortir avec le vent dans les voiles

- Une part de marché accrue, une présence accentuée et une position de leadership sur le plan du service et de la commodité



### En bonne position pour la croissance malgré l'incertitude mondiale

**Maintenant**

**Continuer de viser la croissance à long terme**

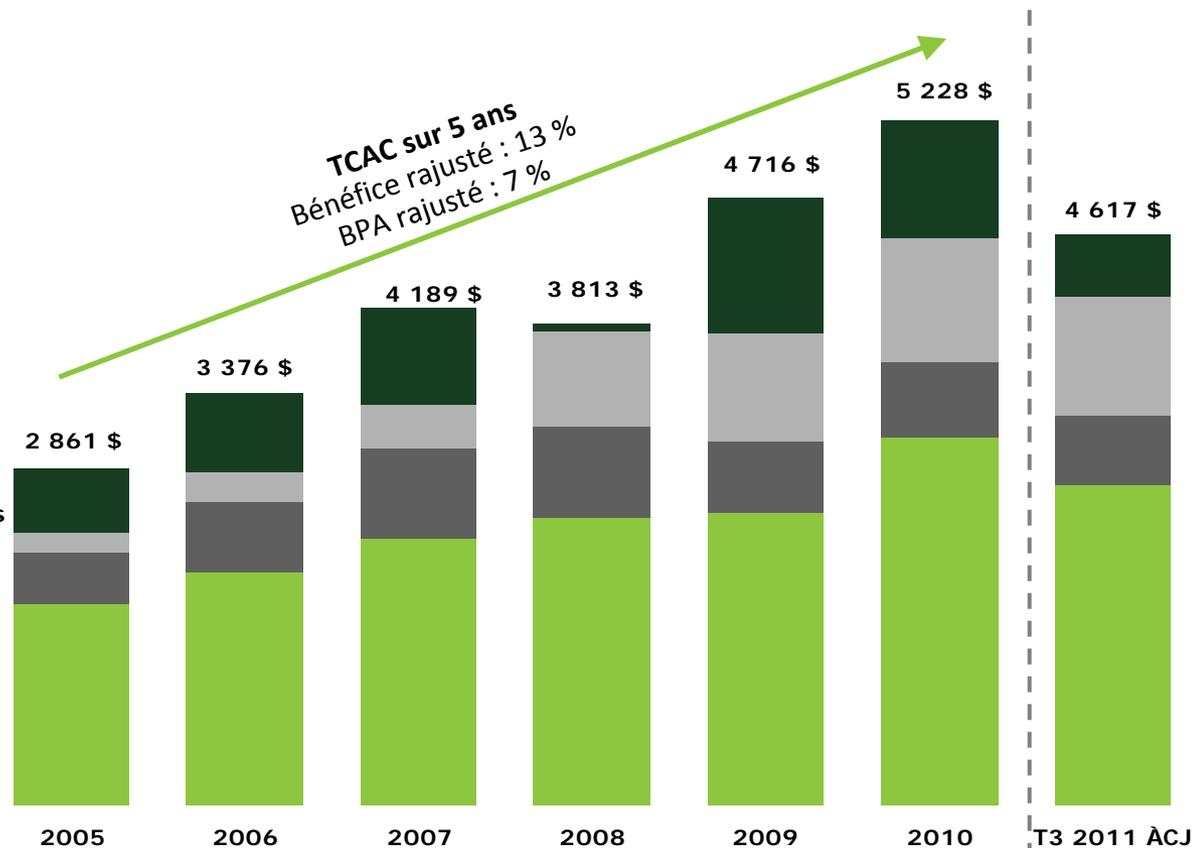
# Une stratégie simple, un objectif qui ne change pas, une exécution supérieure



## Bénéfice rajusté<sup>1</sup> (en M\$ CA)

TCAC sur 5 ans  
Bénéfice rajusté : 13 %  
BPA rajusté : 7 %

- Services bancaires de gros
- SBPC aux É.-U.
- Gestion de patrimoine
- SBPC au Canada



Activités de détail en pourcentage  
du bénéfice rajusté

2005	2006	2007	2008	2009	2010	T3 2011 ACJ
81 %	81 %	80 %	98 %	78 %	83 %	89 %

## Croissance et rendement solides dans tous les secteurs

1. Voir la diapo 3 pour la définition de bénéfice rajusté. La représentation graphique du bénéfice rajusté ne tient pas compte du bénéfice rajusté du secteur Siège social. Voir également les rubriques portant sur les secteurs Services bancaires personnels et commerciaux au Canada, Gestion de patrimoine, Services bancaires personnels et commerciaux aux États-Unis et Services bancaires de gros à la section « Analyse des secteurs d'exploitation » des rapports annuels de 2002 à 2010. Voir la p. 5 du communiqué aux actionnaires pour le troisième trimestre de 2011 pour obtenir une explication de la façon dont la Banque communique ses résultats et pour un rapprochement des mesures non conformes aux PCGR utilisées par la Banque par rapport aux résultats déclarés (conformément aux PCGR) aux pages 146 à 147 du rapport annuel de 2010, pour un rapprochement des dix exercices s'étant terminés en 2010.



**Bâtir la meilleure banque**

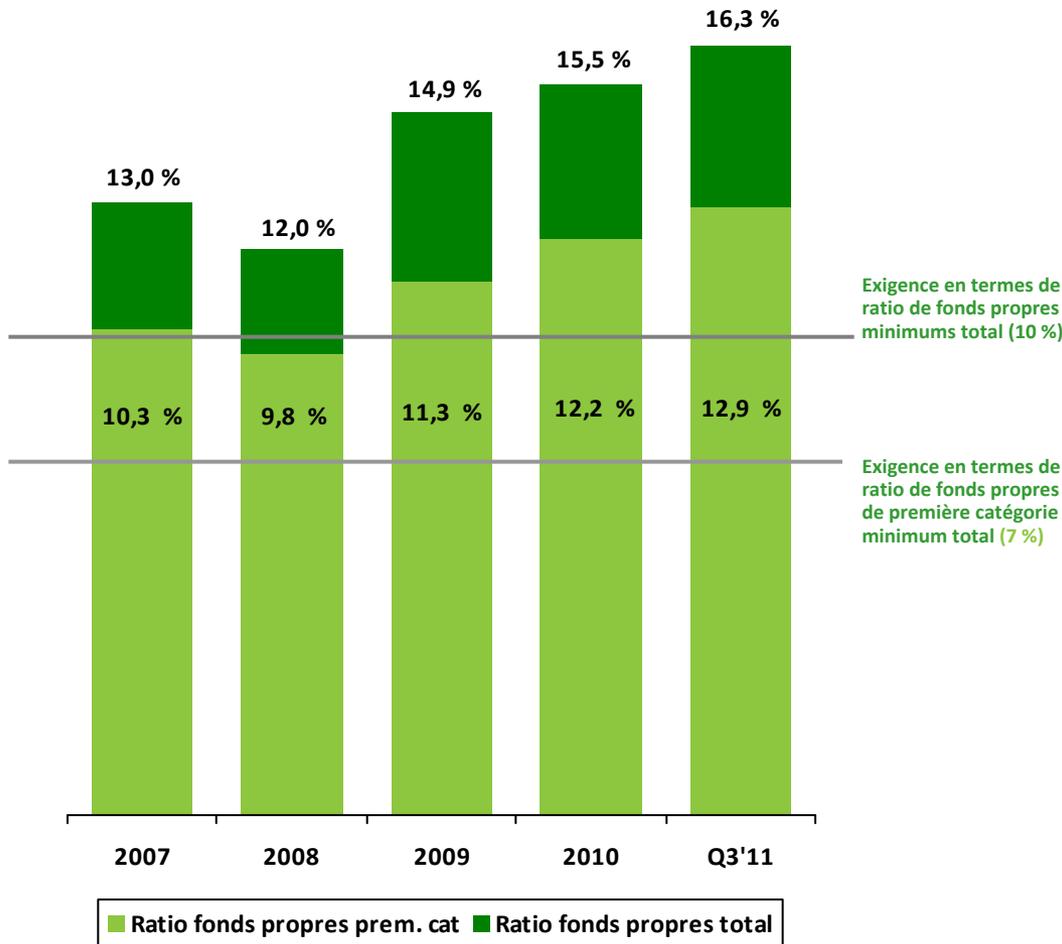
**Une banque résolument nord-américaine**

**Accent sur la rentabilité des activités de détail**

**La marque**

**Gestion disciplinée du risque**

1. Groupe Banque TD en un coup d'œil
2. L'économie canadienne
3. Aperçu général du Groupe Banque TD
4. **Trésorerie et gestion du bilan**
5. Annexe



## Faits saillants

- Capitalisation solide
  - Poursuite de la croissance interne des fonds propres
  - Multiple actif/fonds propres actuellement à 17,4 fois
- Bon positionnement pour l'évolution de la réglementation
  - Courtier de services bancaires de gros à faibles risques
  - Plus du tiers des actifs pondérés en fonction des risques ne comportent que peu de risques.
  - Plus de 80 % des fonds propres de première catégorie dans l'avoir corporel en actions ordinaires<sup>1</sup>

**Capitalisation solide**

1. L'avoir corporel en actions ordinaires est égal à la somme des actions ordinaires, des bénéfices non répartis, de certains éléments du cumul des autres éléments du résultat étendu, du surplus d'apports, de la part des actionnaires sans contrôle et de l'effet net de l'élimination du décalage d'un mois des entités américaines, déduction faite de l'écart d'acquisition et des actifs incorporels (net du passif d'impôts futurs).

# Mise à jour concernant les règles de Bâle III sur les fonds propres<sup>1</sup>



## Grands domaines d'intervention

### Position de la TD

#### Changements prévus en vertu de Bâle III

- Augmentation des actifs pondérés en fonction des risques (entre 45 et 55 milliards de dollars, soit moins que la directive précédente)
- Nouveaux éléments pouvant être déduits de l'avoire ordinaire des actionnaires : incidence prévue de 5 à 6 milliards (inchangé)

#### Où nous prévoyons être

#### Prévisions relatives au ratio des fonds propres de première catégorie pour le premier trimestre de 2013 en vertu de Bâle III

- Lors de la publication du texte de règles (avec transition à 2019)<sup>2</sup> : de 9 % à 10 %
- Lors de l'application des règles de 2019 : de 7 % à 8 %
- Position prévue à l'extrémité supérieure des fourchettes

#### Où nous sommes aujourd'hui

- Le ratio des fonds propres de première catégorie, pro forma, en vertu de Bâle III se situe actuellement à environ 6,5 %
- Largement au-dessus des 7 % d'ici le deuxième trimestre de 2012

#### Quel sera l'effet sur :

- la stratégie d'affaires?
- les occasions d'acquisition?
- les dividendes?

#### Aucun changement à la stratégie d'affaires

- Nous ne prévoyons aucun changement à l'échelle de nos principales activités.
- Nous continuons de rechercher des ententes qui nous conviennent stratégiquement et financièrement et qui sont conformes à notre tolérance à l'égard du risque.
- Tout accroissement des dividendes dépend des prévisions du conseil d'administration relativement à la poursuite de la croissance des revenus.

1. Remarque : Les incidences estimatives de Bâle III sont fondées sur l'interprétation qu'a faite la direction du libellé des règles de l'accord en décembre 2010 et en janvier 2011, ainsi que sur ses propres prévisions. Ces estimations et prévisions restent préliminaires; elles pourraient être modifiées lors de l'émission de nouvelles interprétations et lignes directrices, de la part des autorités réglementaires, ou en raison de risques ou d'incertitudes ayant un effet considérable sur les résultats. À ce sujet, veuillez consulter la rubrique intitulée « Mise en garde sur les énoncés prospectifs » de la diapositive 2.

2. Comprend la déduction complète pour écart d'acquisition positif et immobilisations incorporelles.

## Cotes de l'émetteur<sup>1</sup>

Moody's	S&P	Fitch	DBRS
Aaa	AA-	AA-	AA

La TD bien cotée

## ■ Notre tolérance à l'égard du risque

*Nous prenons les risques nécessaires à la conduite de nos affaires, mais uniquement lorsque ces risques :*

- ❑ sont conformes à notre stratégie commerciale et qu'il nous est possible de les comprendre et de les gérer;
- ❑ n'exposent pas l'organisation à des situations de pertes ponctuelles graves;
- ❑ ne sont pas susceptibles de porter préjudice à la marque TD.

## ■ Démarche intégrée de surveillance et de reddition de comptes sur les risques courus

- ❑ À l'intention de la haute direction et du conseil d'administration

## ■ Examen périodique, évaluation et approbation du cadre de gestion du risque

- ❑ Gouvernance structurée en matière de tolérance au risque, de l'entreprise au conseil d'administration
- ❑ Comités de direction et comité du risque du Conseil

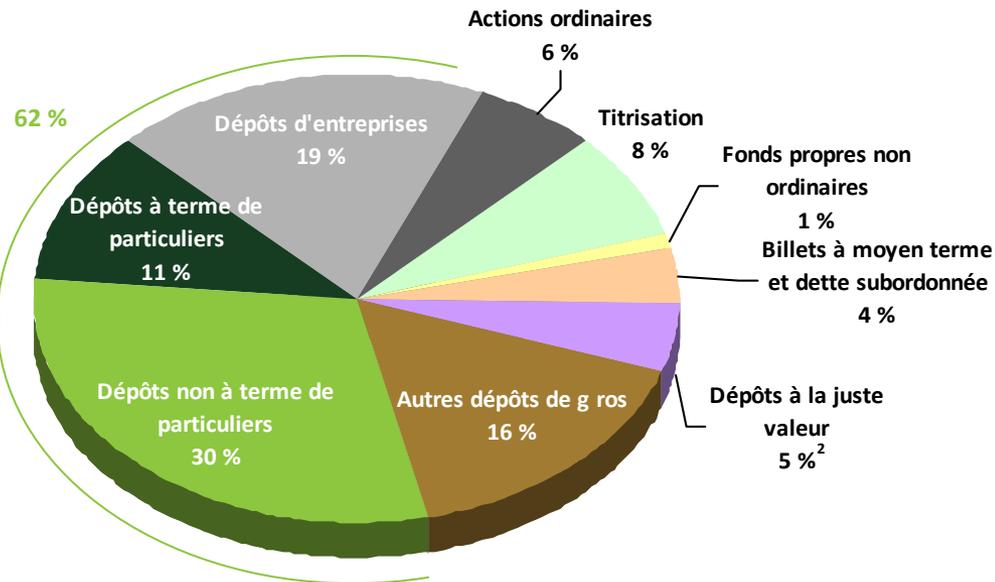
## ■ Paradigme de trésorerie

- ❑ Contribue à produire des revenus stables et croissants
- ❑ « La trésorerie n'a pas l'autorité de ne pas couvrir. »
- ❑ Pas de boîtes noires

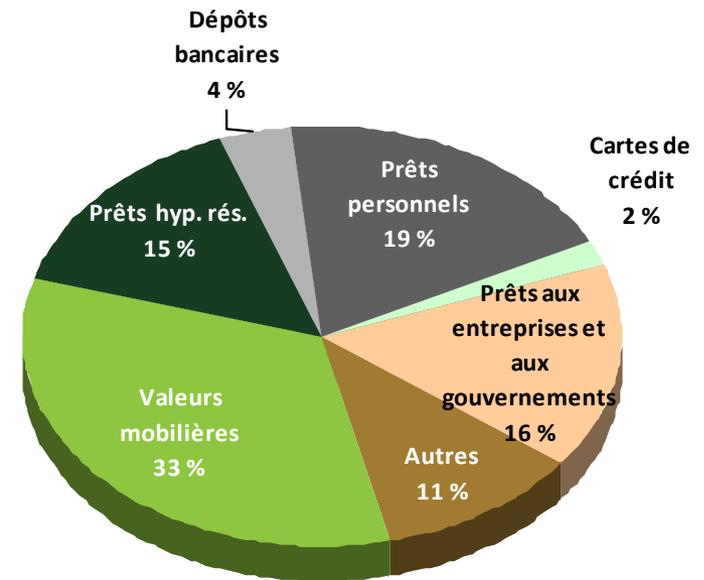
- **Cadre de gestion du risque lié aux liquidités mondiales**
  - Aucun recours à du financement non garanti de gros pour fournir des liquidités
  - Quantité suffisante d'actifs liquides pour faire face à une situation de « stress combiné critique » pendant au moins 90 jours.
  - Chaque unité de gestion des liquidités a sa propre politique et son propre plan de fonds d'urgence.
  - Surveillance de l'évolution des marchés de financement mondiaux et des incidences possibles sur notre accès au financement
- **Concordance de la durée de l'actif et du passif**
  - Abstention d'opérations de portage de liquidités
- **Processus rigoureux d'établissement de prix de transfert**
  - Nous créditons les produits de dépôt des liquidités fournies et imputons aux produits de prêt les liquidités consommées.
- **Examen et approbation, par le comité de gestion de l'actif et du passif et le comité du risque du Conseil, de l'ensemble des politiques de gestion du risque de marché entrant dans la gestion de l'actif ou du passif**
  - Ils reçoivent des rapports sur la conformité qui comprennent les limites en matière de risque.

**Politiques prudentes en matière de liquidités**

## Composition du financement<sup>1</sup>



## Actifs générateurs de trésorerie<sup>3</sup>



**Principales sources de fonds : dépôts de particuliers et d'entreprises**

1. Au 31 juillet 2011. Ne tient pas compte des passifs qui ne créent pas de financement : acceptations bancaires, dérivés sur opérations de négociation et autres passifs.  
 2. Correspondent aux « dépôts destinés à des fins de transaction » selon les PCGR du Canada.  
 3. Moyenne pour le trimestre terminé le 31 juillet 2011

- **Grand bassin de dépôts commerciaux et de détail stables**
  - Le modèle d'affaires axé sur le service à la clientèle génère une base grandissante de dépôts durables.
  - Réserve d'actifs conservée pour le solde de dépôt qui n'est pas considéré permanent.
  
- **Grand utilisateur du programme de titrisation, principalement par l'intermédiaire des Obligations hypothécaires du Canada et des titres adossés à des créances hypothécaires**
  - Le financement au moyen de titres adossés à des créances hypothécaires coïncide avec l'échéance de l'actif sous-jacent, tout en offrant à l'investisseur un rendement attrayant ajusté en fonction des risques.
  
- **Faible recours au marché du capital d'emprunt**
  - Le financement de gros non garanti utilisé pour financer l'actif engagé est assujéti à des limites de concentration et d'échéance du financement.
  - Le financement de gros à long terme est diversifié par région, devise et échéance.
  - Première opération couverte de 2 milliards de dollars américains sur des obligations, en juillet 2010
  - Première opération de 5 milliards de dollars américains sur des titres de créance non garantis de premier rang comptant plusieurs lots de créances, en juillet 2011

- Solide capitalisation – en bonne position pour Bâle III
- Notations parmi les meilleures du secteur
- Culture de gestion du risque proactive et disciplinée
- Un bilan attrayant
- Stratégie de financement diversifiée à l'appui des plans de croissance

1. Groupe Banque TD en un coup d'œil
2. L'économie canadienne
3. Aperçu général du Groupe Banque TD
4. Trésorerie et gestion du bilan
5. **Annexe**

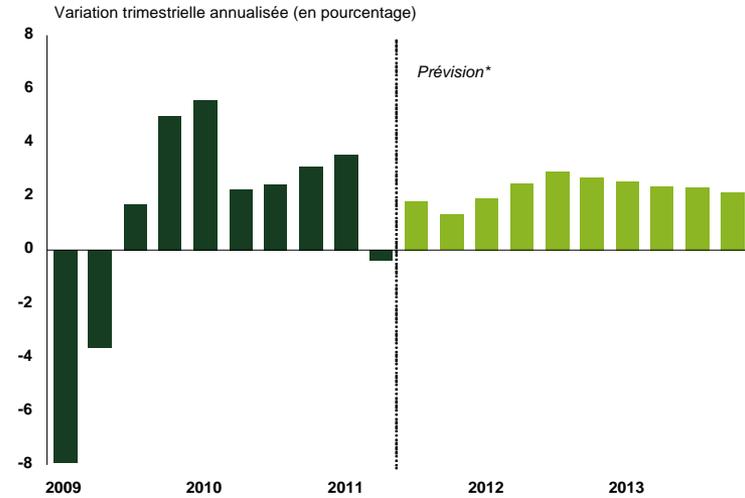
# L'économie canadienne

## Perspectives à court terme un peu moins prometteuses



- L'économie canadienne connaîtra une croissance modeste.

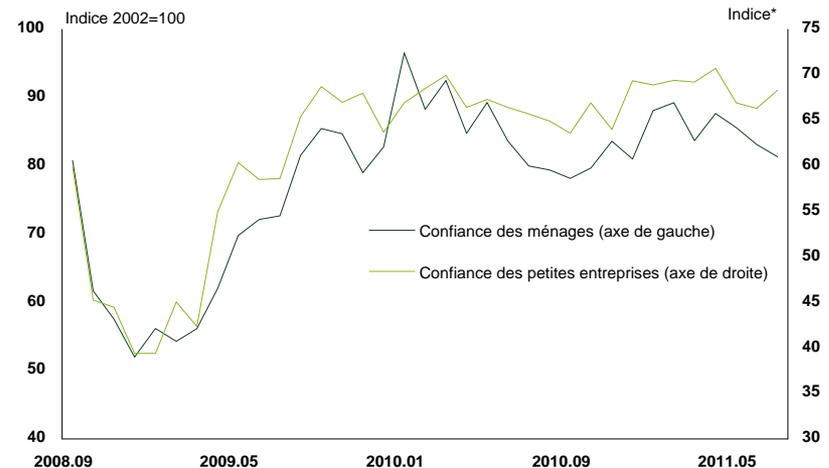
### PIB réel au Canada



\*Prévision des Services économiques TD en date d'août 2011  
Source : Statistique Canada, Services économiques TD

- La confiance des ménages et des entreprises influe sur les dépenses.

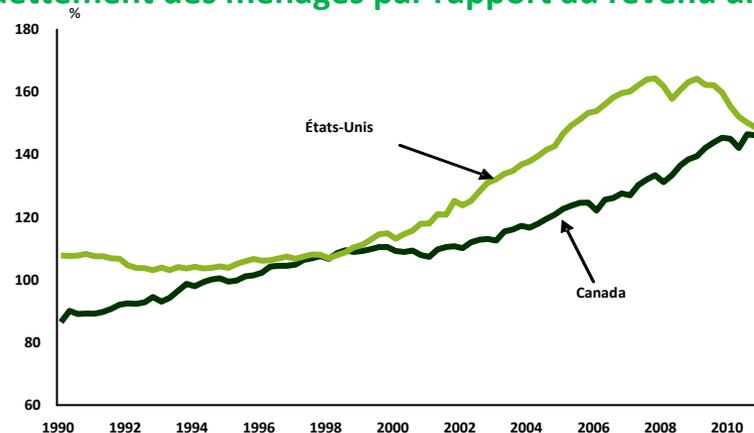
### Confiance des ménages et des entreprises



\*Indice de 50 = équilibre entre attentes plus fortes et plus faibles des entreprises  
Source : CFIB, Conference Board

- Les taux d'intérêt bas soutiendront la consommation des ménages et l'habitation en 2012, mais l'endettement important des ménages aura un effet dissuasif.

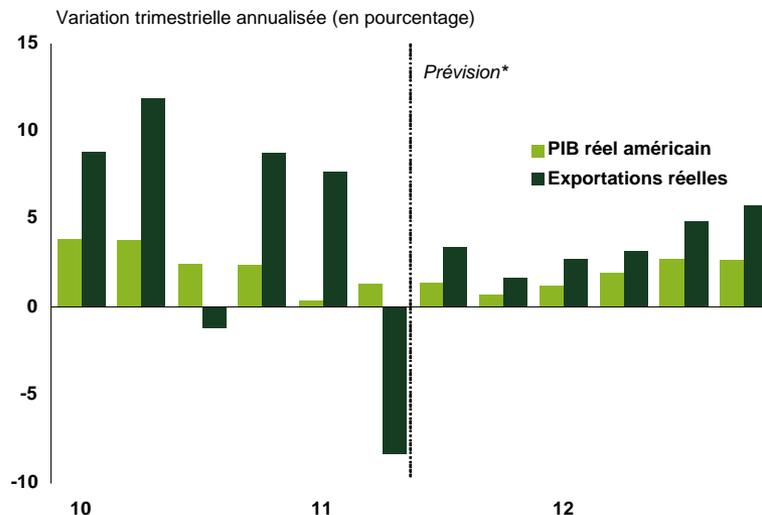
### Endettement des ménages par rapport au revenu disponible



Source : Statistique Canada, Services économiques TD

- La croissance tiède aux États-Unis et un dollar canadien fort sont des facteurs de ralentissement.

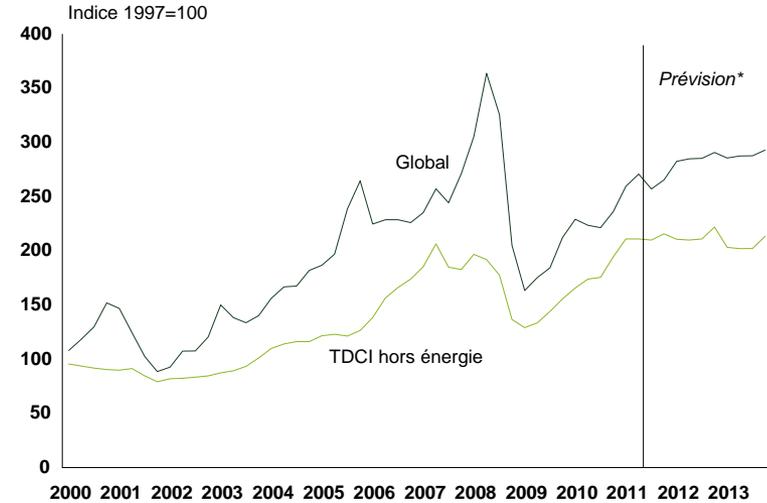
### Exportations réelles canadiennes et PIB réel américain



Source : Statistique Canada, BEA; \*Prévision des Services économiques TD en date d'août 2011

- Les prix fermes des produits de base soutiendront l'emploi et l'investissement dans le secteur des ressources.

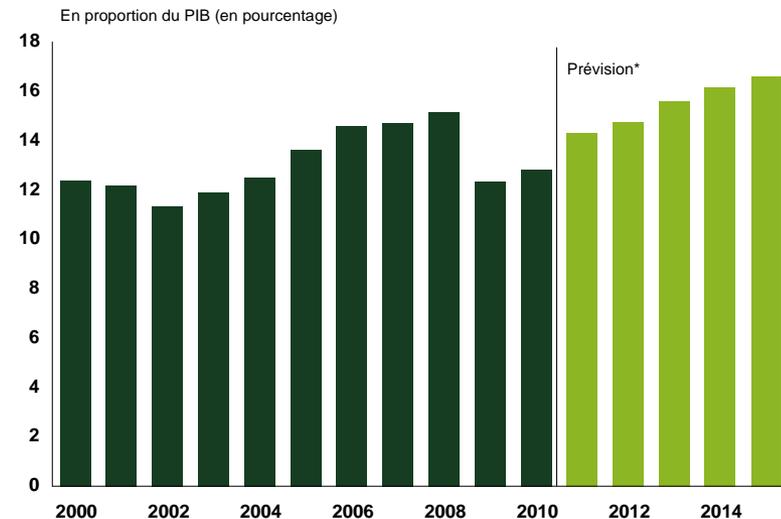
### Indice des produits de base TD



Source : Wall Street Journal, Services économiques TD; \*Prévision des Services économiques TD en date d'août 2011

- La reprise des investissements des entreprises et les exportations seront les principaux moteurs de la croissance.

### Dépenses d'investissement des entreprises canadiennes



Source : Statistique Canada, Haver Analytics, Services économiques TD  
\*Prévision des Services économiques TD en date d'août 2011

# Portefeuille de prêts bruts dont les acceptations bancaires



**Soldes** (en milliards de dollars canadiens, sauf indication contraire)

	T2/11	T3/11
<b>Portefeuille Services bancaires personnels et commerciaux au Canada</b>	<b>191,8 \$</b>	<b>199,6 \$</b>
<b>Services bancaires personnels<sup>1</sup></b>	<b>157,6 \$</b>	<b>164,0 \$</b>
Prêts hypothécaires résidentiels	65,4	70,6
Lignes de crédit sur valeur domiciliaire (LDCVD)	59,2	59,4
Prêts automobiles indirects <sup>2</sup>	12,7	13,4
Lignes de crédit non garanties	9,0	8,9
Cartes de crédit	8,2	8,4
Autres services bancaires personnels	3,1	3,3
<b>Services bancaires commerciaux (y compris Services bancaires aux petites entreprises)</b>	<b>34,2 \$</b>	<b>35,6 \$</b>
<b>Portefeuille Services bancaires personnels et commerciaux aux É.-U. (tous les montants sont en dollars américains)</b>	<b>75,1 \$ US</b>	<b>76,4 \$ US</b>
<b>Services bancaires personnels</b>	<b>30,1 \$ US</b>	<b>31,4 \$ US</b>
Prêts hypothécaires résidentiels	11,0	11,5
Lignes de crédit sur valeur domiciliaire (LDCVD) <sup>3</sup>	8,8	9,5
Prêts automobiles indirects <sup>2</sup>	9,0	9,2
Cartes de crédit	0,8	0,9
Autres services bancaires personnels	0,5	0,3
<b>Services bancaires commerciaux</b>	<b>37,0 \$ US</b>	<b>38,4 \$ US</b>
Immobilier non résidentiel	9,2	9,3
Immobilier résidentiel	3,2	3,2
Commercial et industriel	24,6	25,9
<b>Prêts douteux acquis<sup>4</sup></b>	<b>8,0 \$ US</b>	<b>6,6 \$ US</b>
<b>Opérations de change sur le portefeuille de Services bancaires personnels et commerciaux aux É.-U.</b>	<b>(4,0 \$)</b>	<b>(3,5 \$)</b>
<b>Portefeuille Services bancaires personnels et commerciaux aux É.-U. (\$ CA)</b>	<b>71,1 \$</b>	<b>72,9 \$</b>
<b>Services bancaires de gros portefeuille</b>	<b>17,1 \$</b>	<b>20,2 \$</b>
<b>Autre<sup>5</sup></b>	<b>6,0 \$</b>	<b>5,3 \$</b>
<b>Total</b>	<b>286,0 \$</b>	<b>298,0 \$</b>

1. Excluant les prêts hypothécaires résidentiels titrisés/sur valeur domiciliaire hors bilan : 2e trim. 2011 – 66 G\$; 3e trim. 2011 – 67 G\$

2. Les prêts automobiles indirects comprennent les prêts productifs acquis découlant de l'acquisition des Services financiers Chrysler.

3. LDCVD aux É.-U. comprend les lignes de crédit sur valeur domiciliaire et les prêts sur valeur domiciliaire nette.

4. Les prêts douteux acquis comprennent les prêts douteux acquis provenant de South Financial et des Services financiers Chrysler et les prêts acquis de l'acquisition facilitée par la FDIC.

5. « Autre » comprend la Gestion de patrimoine et le secteur Siège social.

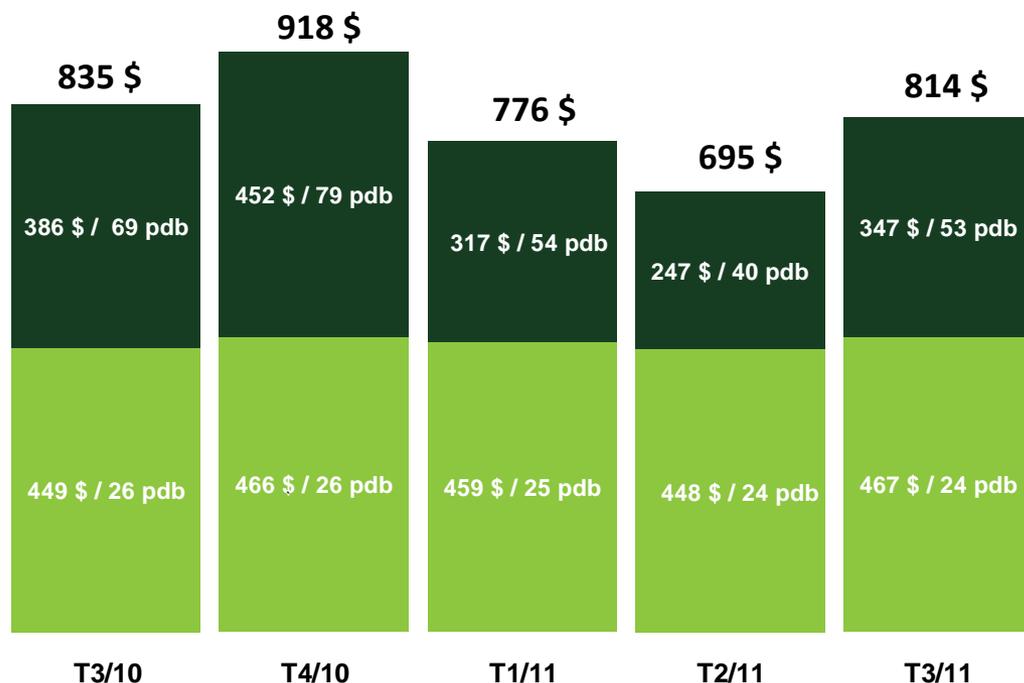
6. Remarque : Le total des chiffres peut ne pas correspondre à 100 % en raison de l'arrondissement.

Exclut les titres de créance classés comme prêts.

# Formations de prêts douteux bruts par portefeuille



## Formations de prêts douteux bruts<sup>1</sup> en millions de dollars et ratios<sup>2</sup>



## Faits saillants

- Les formations de prêts douteux bruts ont augmenté de 119 M\$ (17 %) sur trois mois, mais ont diminué de 21 M\$ (3 %) sur 12 mois.
- Les formations des Services bancaires personnels et commerciaux au Canada sont restées stables à 24 pdb.
- Les formations des Services bancaires personnels et commerciaux aux É.-U. ont augmenté par rapport au deuxième trimestre de 2011 principalement en raison de ce qui suit :
  - Premier trimestre complet de comptabilisation des formations des Services financiers Chrysler
  - Plus petit nombre de grandes formations dans le portefeuille des Services bancaires commerciaux, qui devraient entraîner des pertes minimales.

- Autres<sup>3</sup>
- Portefeuille des Serv. banc. de gros
- Portefeuille des SBPC aux É.-U.
- Portefeuille des SBPC au Canada

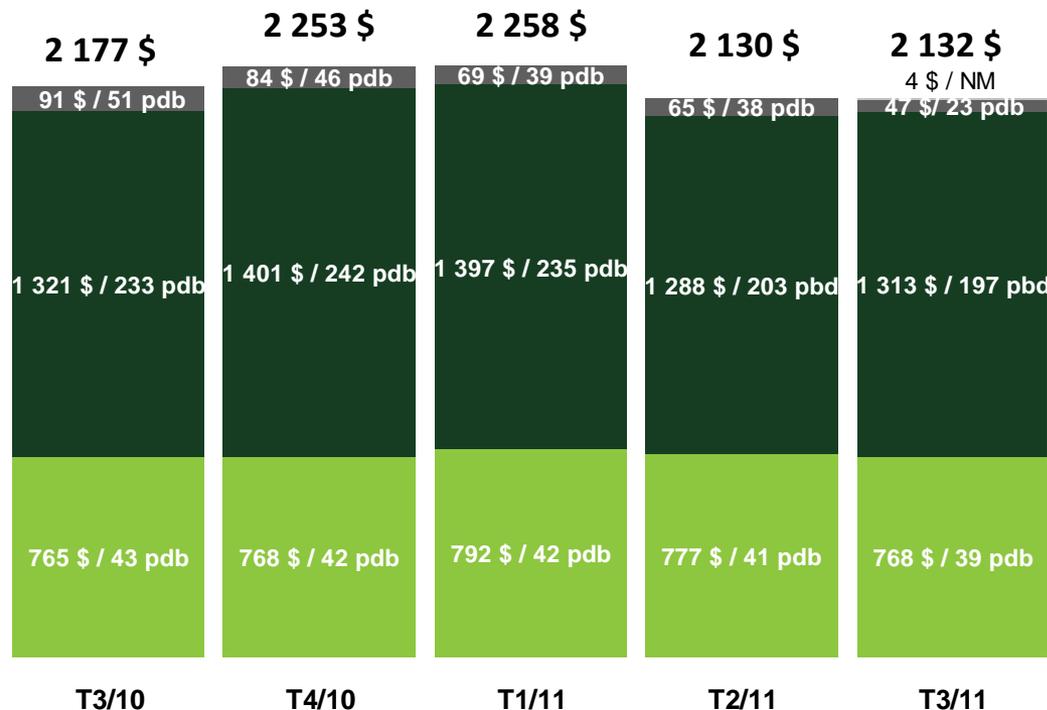
	T3/10	T4/10	T1/11	T2/11	T3/11	
<b>TD</b>	33	35	29	25	29	<i>pdb</i>
Pairs can. <sup>4</sup>	25	27	22	20	s. o.	<i>pdb</i>
Pairs amér. <sup>5</sup>	78	78	65	60	s. o.	<i>pdb</i>

1. Les formations de prêts douteux bruts représentent les ajouts aux acceptations et prêts douteux (exclut l'incidence des titres de créance classés dans les prêts).  
 2. Ratio de formations de prêts douteux bruts / acceptations et prêts bruts moyens.  
 3. « Autres » comprend le secteur Gestion de patrimoine et Services aux grandes entreprises.  
 4. Moyenne des pairs canadiens : BMO, BNS, CIBC et RBC; les données incluent les titres de créance classés dans les prêts.  
 5. Moyenne des pairs américains : BAC, C, JPM, PNC, USB et WFC (ajout d'actifs à intérêt non comptabilisé / prêts bruts moyens).  
 s. o. : Sans objet

# Formations de prêts douteux bruts par portefeuille



## Formations de prêts douteux bruts<sup>1</sup> en millions de dollars et ratios<sup>2</sup>



## Faits saillants

- Les formations de prêts douteux bruts sont restées stables alors que le portefeuille a continué de croître.
  - Baisse de 4 pdb par rapport au deuxième trimestre de 2011 et de 11 pdb par rapport au troisième trimestre de 2010
- Pendant le trimestre, les nouvelles formations de prêts douteux des Services bancaires personnels et commerciaux aux É.-U. ont été contrebalancées par les réductions.

	T3/10	T4/10	T1/11	T2/11	T3/11	
	84	85	83	77	73	<i>pdb</i>
Pairs can. <sup>4</sup>	160	149	143	131	s. o.	<i>pdb</i>
Pairs amér. <sup>5</sup>	316	292	278	251	s. o.	<i>pdb</i>

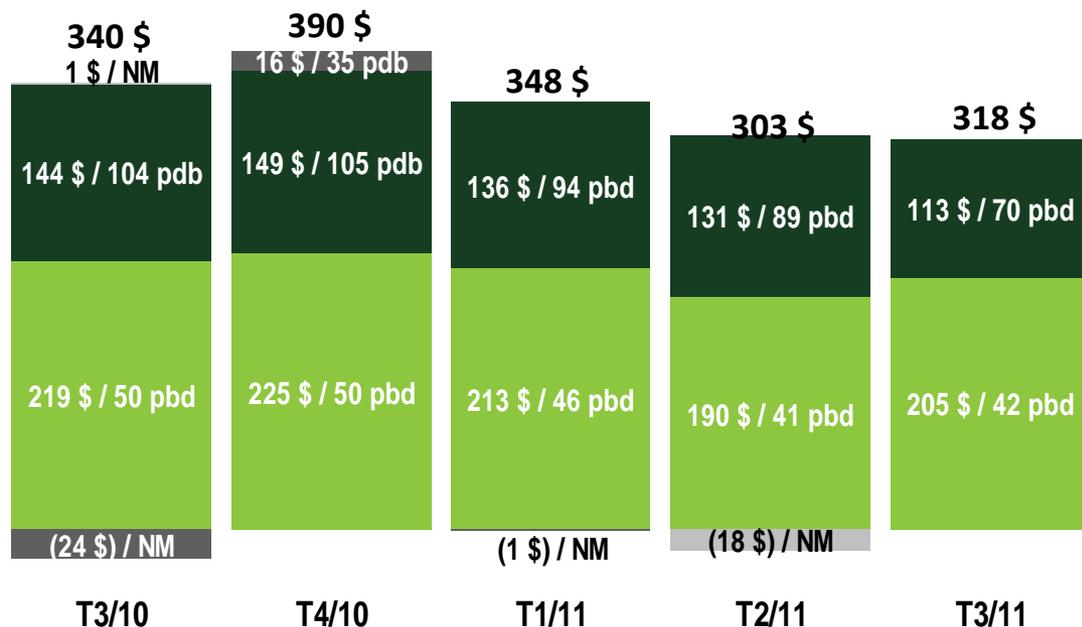
	Autres <sup>3</sup>
	Portefeuille des Serv. banc. de gros
	Portefeuille des SBPC aux É.-U.
	Portefeuille des SBPC au Canada

1. Les prêts douteux bruts ne tiennent pas compte de l'incidence des prêts douteux acquis.  
 2. Ratio de prêts douteux bruts / acceptations et prêts bruts moyens (tous les deux au comptant) par portefeuille.  
 3. « Autres » comprend le secteur Gestion de patrimoine et Services aux grandes entreprises.  
 4. Moyenne des pairs canadiens : BMO, BNS, CIBC et RBC; les données incluent les titres de créance classés dans les prêts.  
 5. Moyenne des pairs américains : BAC, C, JPM, PNC, USB et WFC (prêts improductifs / total des prêts bruts).  
 NM : Négligeable  
 s. o. : Sans objet

# Provision pour pertes sur créances (PPC) par portefeuille



## Provision pour pertes sur créances (PPC)<sup>1</sup> en millions de dollars et ratios<sup>2</sup>



## Faits saillants

- Les taux de PPC des Services bancaires personnels et commerciaux au Canada sont demeurés stables par rapport au deuxième trimestre de 2011 et ont baissé de 8 pdb par rapport au troisième trimestre de 2010.
- Les pertes sur créances des Services bancaires personnels et commerciaux aux É.-U. ont fléchi de 18 M\$ (21 M\$ US) ou 19 pdb par rapport au deuxième trimestre de 2011 et de 31 M\$ (24 M\$ US) ou 34 pdb par rapport au troisième trimestre de 2010.
  - L'augmentation des pertes sur créances sur trois mois a été en partie compensée par l'accroissement de la provision générale des Services financiers Chrysler.

- Autres<sup>3</sup>
- Portefeuille des Serv. banc. de gros<sup>4</sup>
- Portefeuille des SBPC aux É.-U.
- Portefeuille des SBPC au Canada

	T3/10	T4/10	T1/11	T2/11	T3/11	
<b>TD</b> <sup>5</sup>	53	60	53	47	45	<i>pdb</i>
Pairs can. <sup>6</sup>	53	48	45	42	s. o.	<i>pdb</i>
Pairs amér. <sup>7</sup>	217	195	134	122	s. o.	<i>pdb</i>

1. La PPC ne tient pas compte de l'incidence des prêts douteux acquis.

2. Ratio de formations de prêts douteux bruts sur une base annualisée trimestrielle / acceptations et prêts bruts moyens.

3. « Autres » comprend le secteur Gestion de patrimoine et Services aux grandes entreprises.

4. La PPC des Services bancaires de gros exclut les primes sur les swaps sur défaillance de crédit : 3e trim. 2011 – 6 M\$

5. La PPC totale exclut toute provision générale des Services bancaires personnels et commerciaux au Canada et des Services bancaires de gros.

6. Moyenne des pairs canadiens : BMO, BNS, CIBC et RBC; les PPC des pairs ne tiennent pas compte des provisions générales; les données incluent les titres de créance classés dans les prêts.

7. Moyenne des pairs américains : BAC, C, JPM, PNC, USB et WFC

NM : Négligeable

s. o. : Sans objet

**Téléphone :**  
416-308-9030  
ou 1-866-486-4826

**Courriel :**  
tdir@td.com

**Site Web :**  
<http://www.td.com/francais/rapports>



**Meilleures rencontres avec la communauté des investisseurs**

**Meilleures relations avec les investisseurs par un chef des finances :**  
Sociétés à forte capitalisation

**Meilleures relations avec les investisseurs par un chef de la direction :**  
Sociétés à forte capitalisation

**Grand prix des meilleures relations avec les investisseurs :** Sociétés à forte capitalisation

**Meilleures relations avec les investisseurs par secteur :** Services financiers



# Exposé sur les placements à revenu fixe

---

Septembre 2011